

Addictions et jeunes : Soutenons et amplifions les évolutions

Les résultats de l'Enquête nationale **EnCLASS**¹ (en Collège et en Lycée chez les Adolescents sur la Santé et les Substances, ex-HBSC-ESPAD) confirment les précédentes données sur les consommations de substances psychoactives chez les jeunes².

- 1- *Amplification spectaculaire du recul du tabagisme qui témoigne de la « dénormalisation » du tabac parmi les plus jeunes ; hausse du vapotage chez les mineurs ;*
- 2- *Baisse de la consommation des autres produits, la consommation d'alcool restant stable au lycée ;*
- 3- *Diminution des différences entre garçons et filles pour l'initiation aux produits, l'écart entre les comportements de genre ayant tendance à se réduire pour tous les produits, même les drogues illicites ;*
- 4- *Deux points de vigilance : l'installation dans un tabagisme quotidien s'accélère entre la 3^{ème} et la 2^{nde} et l'usage régulier d'alcool se banalise entre la 1^{ère} et la terminale (en terminale, un quart des adolescents boivent au moins 10 fois par mois, donc au moins tous les weekends). Pour les deux, l'interdiction de la vente aux mineurs n'est pas assez respectée.*

Restant à des niveaux élevés, ces nouveaux résultats confirment:

- L'enjeu essentiel de cette période des années collèges et lycées, elle est bien celle où s'expérimentent et s'installent les usages de substances addictives ;
- Une tendance à la stabilisation ou à la baisse de ces conduites.

Leur analyse convoque plusieurs niveaux d'explication tant du point de vue de l'évolution sociologique, culturelle, générationnelle du rapport aux objets d'addictions, que des différentes mesures prises ces dernières années.

1. Une évolution sociétale ?

Comme les personnes, les sociétés évoluent et s'adaptent à l'arrivée de nouveaux dangers. Depuis les années 80-90, dans notre société addictogène où l'offre d'objets d'addiction est massive et en renouvellement continu, tabagisme des jeunes, cannabis des adolescents, *binge drinking*, produits de synthèse et plus récemment abus d'écrans ont successivement mis à mal les équilibres. Aujourd'hui, de plus en plus de jeunes prennent conscience du problème et des risques dans un contexte général de sensibilité à l'environnement, au ralentissement et à la méditation, volontiers réticent aux *boosters* chimiques. Et même si les objets d'addiction vont continuer à évoluer et à se diversifier, cela permet d'envisager des possibilités de résilience plus durable.

Leurs parents aussi ont changé, l'augmentation globale des usages de cannabis en population générale résulte d'un effet générationnel, traduction différée de l'augmentation de l'expérimentation chez les 18-25 ans au cours des années 1990 : les jeunes de l'époque ont vieilli... Ces parents diabolisent moins des produits qu'ils connaissent mieux que leurs aînés et dont, en même temps, ils mesurent mieux les risques dans une perspective éducative.

2. Mise en place d'un environnement favorable par des interdits protecteurs

La dénormalisation du tabac montre qu'une politique peut être efficace quand elle régule l'accès à un produit par différents outils : paquet neutre et interdiction de la publicité, augmentation du prix, interdiction de ventes aux mineurs, interdiction d'usage selon les lieux, etc. De même, la régulation de la rencontre de l'alcool chez les jeunes doit être mieux organisée : l'exposition à la publicité doit

¹ Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), service médical du rectorat de Toulouse, UMR1027 Inserm-Université Toulouse III, Éducation nationale (DGESCO, DEPP),

² A la suite du baromètre santé de 2017 et des résultats ESCAPAD

être interdite et l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs respectée. Les mêmes efforts devraient s'attacher à mieux réguler les usages de cannabis afin d'éviter que s'ajoutent les dommages d'un marché mafieux aux risques sanitaires qu'il ne faut pas méconnaître chez les jeunes, notamment aux plans cognitif et psychiatrique.

La Fédération Addiction continue de réclamer que la politique publique soit garante d'un cadre cohérent par l'application d'interdits protecteurs,

3. Une rénovation des pratiques professionnelles : prévention et aller vers

Interdire ou limiter ne suffisent pas plus qu'attendre une demande de soin : face à l'hyper disponibilité des "produits" de consommation, il faut une disponibilité "humaine", respectueuse de l'expérience afin d'aider aux changements des comportements et habitudes. Les données publiées portent sur des années durant lesquelles, au travers de la mission Consultation Jeunes Consommateurs (CJC) comme des dispositifs de prévention ou de réduction des risques, des professionnels se sont engagés dans une stratégie d'intervention précoce, allant au-devant des jeunes, des familles et des professionnels non spécialisés (établissements scolaires, grandes écoles et centres de formation, associations familiales) y compris et surtout dans des contextes où l'usage reste important (festif, insertion, précarité, rue, etc.). Le récent déploiement de programmes de prévention et de soutien aux familles devrait renforcer ces évolutions. Prendre appui sur les familles est nécessaire et doit être activement soutenu, car la baisse des expérimentations chez les plus jeunes leur doit beaucoup.

La Fédération Addiction salue les efforts faits par l'ensemble des professionnels, pour avoir su adapter leurs cadres d'intervention et souhaite que les pouvoirs publics consolident ces évolutions.

4. Des vigilances particulières :

La question du tabac et de l'alcool reste centrale, en tant que produits d'entrée. Chez les jeunes, l'usage du vapotage doit être surveillé pour qu'il ne facilite pas l'accès au tabac ou à d'autres substances (cannabinoïdes...). Le tabagisme des filles reste également très préoccupant, il est maintenant au niveau de celui des garçons. La protection des adolescents vis à vis de l'alcool doit être mieux assurée.

La réduction de l'écart des différences de genre traduit une diminution des facteurs traditionnels de protection chez les jeunes filles. Ce phénomène est également observé dans d'autres conduites de risques aux USA avec une augmentation de la mortalité par suicide chez elles.

En conclusion

Ces évolutions des addictions chez les jeunes confirment la nécessité de poursuivre et soutenir une régulation cohérente associant jeunes, familles, professionnels et pouvoirs publics :

- **INFORMER** sur les risques et les dangers des produits, de façon adaptée, pour soutenir les interdits éducatifs et réglementaires protecteurs, et sortir d'un système de criminalisation avec tous ses méfaits.
- **REGULER** l'accès aux substances et objets par des interdits, règles, taxes et autres mesures structurant le marché ;
- **RENFORCER** les ressources des personnes et des familles, par des programmes de soutien aux compétences psychosociales en privilégiant les populations en situation de vulnérabilité
- **ANTICIPER L'AIDE ET L'ACCÈS À LA RÉDUCTION DES RISQUES** pour diminuer les risques et les dommages des premières expérimentations et faciliter l'accès à des premières réponses éducatives et thérapeutiques.

CONTACT PRESSE

Fédération Addiction

Nathalie LATOUR- Déléguée Générale

n.latour@federationaddiction.fr - tel 06 12 21 07 25